



**Olivier MALLEN**  
Expert-comptable  
Commissaire aux comptes  
Expert-comptable de justice

**Anthony LIGER**  
Expert-comptable  
Commissaire aux comptes

**Anánkê**  
Association  
Siège social : 55 Avenue du Maréchal Foch  
13004 Marseille

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES	S.A au capital de 60.000 € - 451 070 643 RCS Marseille - Code APE 6920Z N° Identification intracommunautaire : FR 55 451070643 Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Marseille PACA Inscrite près la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en- Provence Associés Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence Associés Expert-comptable de Justice		Siège social		Centre d'affaires EXPOBAT L7 - 2 rue de Lisbonne 13480 CABRIES 04 42 02 08 45	Centre d'affaires ALTA ROCCA Bât C - 1120 RD de Gémenos 13400 AUBAGNE 04 91 04 14 10
	53 rue Grignan 13006 Marseille 04 91 04 14 10	45 rue Montgrand 13006 Marseille 04 91 04 14 10				

Aux membres de l'organe délibérant de l'association Anánkê

## **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Président, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Anánkê relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de l'exercice.

## **Fondement de l'opinion**

---

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celle-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend en connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité de l'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 16 octobre 2025

**S.A AMA - ORGATEC**  
**Olivier MALLÉN**

DocuSigned by:  
 **MALLÉN OLIVIER**  
4DD181F63D354D0...

**Commissaire aux comptes**  
**Membre de la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence**

Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024				Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net		Net
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit non appelé (I)	AA	10 500,00		10 500,00	10 500,00
	<b>Immobilisations Incorporelles</b>					
	Frais d'établissement	AB		AC		
	Frais de recherche et de développement	AD		AE		
	Concessions brevets droits similaires	AF		AG		
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes	AL		AM		
	<b>Immobilisations Corporelles</b>					
	Terrains	AN		AO		
	Constructions	AP		AQ		
	Installations techniques,mat et outillage indus.	AR		AS		
	Autres immobilisations corporelles	AT	4 815,56	AU	2 910,66	698,59
	Immobilisations en cours	AV		AW		
	Avances et acomptes	AX		AY		
	<b>Immobilisations Financieres</b>					
	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU		CV		
	Créances rattachées à des participations	BB		BC		
	Autres titres immobilisés	BD	61,00	BE	61,00	61,00
	Prêts	BF	8 500,00	BG	8 500,00	8 500,00
	Autres immobilisations financières	BH	1 500,00	BI	1 500,00	1 500,00
	TOTAL (II)	BJ	14 876,56	BK	2 910,66	11 965,90
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Stocks et en-cours</b>					
	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
	En-cours de production de biens	BN		BO		
	En-cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	BV		BW		
	<b>Créances</b>					
	Créances clients et comptes rattachés (3)	BX	220 049,33	BY	220 049,33	107 181,46
	Autres créances (3)	BZ	11 459,01	CA	11 459,01	20 111,19
	Capital souscrit appelé, non versé	CB		CC		
	Valeurs mobilières de placement	CD		CE		
	Disponibilités	CF	16 769,94	CG	16 769,94	169 158,43
	Charges constatées d'avance (3)	CH		CI		350,98
	TOTAL (III)	CJ	248 278,28	CK	0,00	248 278,28
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CL				
	Primes et remboursement des obligations ( V)	CM				
	Ecart de conversion actif (VI)	CN				
<b>TOTAL ACTIF</b>		CO	273 654,84	1A	2 910,66	270 744,18
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an :	CR
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :	Stocks :	Créances :		

Bilan Passif

État exprimé en €

			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	
Capitaux Propres	Capital social ou individuel (1)		DA	21 200,00	21 000,00	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		DB			
	Ecart de réévaluation (2)		DC			
	RESERVES					
	Réserve légale (3)		DD			
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE			
	Réserves réglementées (3)		DF			
	Autres réserves		DG	18 421,00	18 421,00	
	Report à nouveau		DH	53 631,79	38 585,67	
	Résultat de l'exercice		DI	11 430,90	15 046,12	
Autres Fonds Propres	Subventions d'investissement		DJ			
	Provisions réglementées		DK			
	Total des capitaux propres		DL	104 683,69	93 052,79	
	Produits des émissions de titres participatifs		DM			
	Avances conditionnées		DN			
	Total des autres fonds propres		DO	0,00	0,00	
	Provisions pour risques		DP			
	Provisions pour charges		DQ			
	Total des provisions		DR	0,00	0,00	
Dettes	DETTES FINANCIERES					
	Emprunts obligataires convertibles		DS			
	Autres emprunts obligataires		DT			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU			
	Emprunts et dettes financières divers		DV		407,58	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW			
	DETTES D'EXPLOITATION					
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	117 260,25	187 539,50	
	Dettes fiscales et sociales		DY	47 733,24	35 459,26	
	DETTES DIVERSES					
Renvois	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ			
	Autres dettes		EA	1 067,00	1 602,52	
	Produits constatés d'avance (4)		EB			
	Total des dettes		EC	166 060,49	225 008,86	
	Ecart de conversion passif		ED			
	TOTAL PASSIF		EE	270 744,18	318 061,65	
	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
		Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C			
	(2)	Dont Écart de réévaluation libre	1D			
		Réserve de réévaluation (1976)	1E			
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG			
	(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH			

Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

Etat exprimé en €						Du 01/01/2024 Au 31/12/2024		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	
				France		Exportation			
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises			FA		FB		FC	
	Production vendue	Biens		FD		FE		FF	
		Services		FG	516 963,33	FH		FI	516 963,33
	Montant net du chiffre d'affaires			FJ	516 963,33	FK		FL	516 963,33
	Production stockée							FM	
	Production immobilisée							FN	
	Subvention d'exploitation							FO	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges (9)							FP	5 680,00
	Autres produits (1) (11)							FQ	280,22
	Total des produits d'exploitation (2)							FR	522 923,55
Charges d'exploitation	Achats de marchandises							FS	
	Variation de stock							FT	
	Achats de matières et autres approvisionnements							FU	134,00
	Variation de stock							FV	
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)							FW	285 404,25
	Impôts, taxes et versements assimilés							FX	4 866,74
	Salaires et traitements							FY	130 209,91
	Charges sociales du personnel (10)							FZ	51 376,09
	Dotation d'exploitation	Sur immobilisations	- Dotations aux amortissements					GA	651,19
			- Dotations aux provisions					GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions						GC	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	
	Autres charges (12)							GE	1 332,40
	Total des charges d'exploitation (4)							GF	473 974,58
	RESULTAT D'EXPLOITATION							GG	48 948,97
	Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée							GH
Perte supportée ou bénéfice transféré							GI		
Produits financiers	De participations (5)							GJ	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (5)							GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)							GL	1,22
	Reprises sur provisions et transfert de charges							GM	
	Différences positives de change							GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement							GO	
	Total des produits financiers							GP	1,22
Charges financières	Dotations aux amortissements et aux provisions							GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)							GR	
	Différences négatives de change							GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement							GT	
	Total des charges financières							GU	0,00
RESULTAT FINANCIER							GV	1,22	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS							GW	48 950,19	

Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

Etat exprimé en €						Du 01/01/2024 Au 31/12/2024		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS						48 950,19		19 562,99	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion					HA	11 833,80	1 343,32	
	Sur opérations en capital					HB			
	Reprises sur provisions et transfert de charges					HC			
	Total des produits exceptionnels (7)					HD	11 833,80	1 343,32	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion (6bis)					HE	47 281,72	3 205,00	
	Sur opérations en capital					HF			
	Dotations aux amortissements et aux provisions (6ter)					HG			
	Total des charges exceptionnelles (7)					HH	47 281,72	3 205,00	
RESULTAT EXCEPTIONNEL						HI	-35 447,92	-1 861,68	
PARTICIPATION DES SALARIES						HJ			
IMPOTS SUR LES BENEFICES						HK	2 071,37	2 655,19	
TOTAL DES PRODUITS						HL	534 758,57	491 682,35	
TOTAL DES CHARGES						HM	523 327,67	476 636,23	
RESULTAT DE L'EXERCICE						HN	11 430,90	15 046,12	
RENVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme				HO			
	(2)	produits de locations immobilières				HY			
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				1G	11 833,80	1 343,32	
	(3)	- Crédit-bail mobilier *				HP			
		- Crédit-bail immobilier				HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				1H	46 974,81	3 022,00	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées				1J			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées				1K			
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)				HX			
	(9)	Dont transferts de charges				A1			
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)				A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)				A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)				A4			
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6		obligatoires	A9		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans les PME innovantes (art 217 octies)				RC			
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)				RD			
	(7) Détails des produits et charges exceptionnels :					Exercice N			
						Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
(8) Détails des produits et charges sur excercices antérieurs :					Exercice N				
					Charges antérieures		Produits antérieurs		